InFOgirondine: Pas ou peu de réponses des autres OS concernant un possible appel les 1^{er} et 2 juillet. Le SNFOLC poursuivra ses propositions de mobilisations à l'intersyndicale

Dans cette in FOgiron dine nous te parlerons :

- Des non réponses des autres organisations syndicales concernant les 1er et 2 juillet,
 - Des possibles propositions de mesures à venir dans l'Education Nationale,
 - Du CSA académique de mardi.

Dans « Le saviez-vous ? », tu trouveras la date de l'audience pour les recours du mouvement intra des titulaires et celle de l'audience sur les demandes de postes pour les contractuels.

Non réponse des autres OS concernant un possible appel les 1^{er} et 2 juillet

Le SNFOLC a écrit la semaine dernière à l'ensemble des OS de Gironde pour organiser un appel intersyndical à la grève des surveillances du DNB les 1^{er} et 2 juillet pour instaurer un rapport de force avec le gouvernement et mettre à bas le choc des savoirs. Cependant, seul SUD éducation nous a répondu favorablement. Le SNALC a répondu qu'il ne le souhaitait pas. Les autres OS n'ont pas répondu à notre appel et ne nous ont pas fait parvenir d'autres propositions. Cependant, si dans ton établissement, tes collègues et toi souhaitez malgré tout vous emparer de cette grève des 1^{er} et 2 juillet, un préavis vous couvre et cela est tout à fait possible.

Nous reviendrons vers l'intersyndicale à la rentrée prochaine pour essayer de construire à nouveau la grève contre le "choc des savoirs". Le but de notre syndicat n'est pas de diviser, mais d'essayer de rassembler et de décupler la force des travailleurs de l'Education Nationale. Si cela a été difficile voire impossible cette année (nous avions déjà tenté de construire un mouvement de grève en mai, en Gironde, pour une grève à partir d'une date fixée à l'avance mais nous n'avions eu aucune réponse). La seule réponse que nous avons eue est au niveau national pour une journée de grève avec SUD et CGT Educ'action. Nous sommes cependant tenaces et espérons qu'une mobilisation importante sera possible à l'avenir.

Mesures possibles pour l'Education Nationale

En ce moment, nous entendons beaucoup de choses concernant l'Education Nationale et de futures propositions de mesures ou de réformes. Il a notamment été beaucoup question dans les médias des mesures du Rassemblement National,

comme dans le journal *Les Échos*. C'est un programme qui poursuit, en pire, celui du gouvernement actuel :

- Uniforme,
- Fin des REP,
- Pas abrogation du « choc des savoirs » mais autonomie des établissements donc privatisation et fin des statuts,
- Retour à des filières au lycée général et technologique mais poursuite de Parcoursup et contrôle continu du bac qui sont issus de la réforme Blanquer,
 - Fin du collège unique sans que ce qui s'y substitue ne soit déterminé,
- Réorientation précoce des élèves (mais s'agit-il d'ouvrir davantage de places en lycée pro ? Ou bien en apprentissage ?)
- Nouvelles coupes budgétaires au programme ! Alors que les effectifs explosent, que les remplaçants manquent, il annonce ainsi l'amplification des suppressions de postes : « S'il manque 400 000 élèves, il va bien falloir en tenir compte en termes d'emplois. »
- Abandon du pacte mais les professeurs seront obligés de faire les remplacements de courte durée.

Le SNFOLC rappelle son opposition aux politiques de destruction du service public d'éducation et réaffirme combien il est également nécessaire de continuer de défendre nos revendications sur le terrain syndical. Toute cette année nous rappelons que nous avons revendiqué :

- L'abrogation du « choc des savoirs »,
- L'abrogation de la prépa seconde qui, pour FO, est une classe qui vise à envoyer les élèves en apprentissage plutôt qu'en lycée professionnel,
- La création de postes statutaires partout où cela est nécessaire afin de faire baisser le nombre d'élèves par classe,
 - Abrogation de la réforme du lycée et de Parcoursup,
 - L'abandon du port de l'uniforme, inutile et très coûteuse mesure,
 - L'abandon du pacte et sa transformation en augmentation indiciaire pour tous,
- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 10 % avec ouverture de négociations salariales,
- Abandon du projet de réforme Guérini de destruction du statut de la fonction publique.

CSA académique

Mardi s'est tenu le CSA académique, tu peux lire ici <u>notre déclaration</u>. Il y avait à l'ordre du jour un point sur la formation continue des enseignants mais cela a été reporté. Voici les informations importantes :

- Concernant les mobilités individuelles des enseignants pour la formation des langues (ERASMUS), le rectorat a indiqué que cela se ferait exclusivement pendant les petites vacances.

- Finalement, les IMP seront bien conservées et il devrait y avoir aussi des HSE. Nous attendons le CASD du 11 juillet pour en savoir plus.
- Concernant le pacte, seuls 30 % des parts ont été prises, ce qui représente environ 20 millions d'euros. Pour rappel, la totalité des parts représentait une somme de 66 millions d'euros. FO a donc redit lors du CSAA qu'il y avait de l'argent pour revaloriser les personnels et qu'il fallait transformer cet argent en augmentation indiciaire pour tous.
- Toujours au sujet du pacte, nous avons dénoncé le fait qu'une ligne rouge a été franchie car des heures de cours qui doivent être présentes dans les DGH sont remplacées par du pacte comme les enseignements d'options. Cela nous inquiète sur le devenir des options, comme le latin ou les langues rares. Nous aurions pu prendre l'exemple aussi de la part « intervention petits groupes d'élèves selon les difficultés » qui, à l'avenir, pourrait se substituer au dédoublement de classe.

Le saviez-vous?

Nous serons reçus mardi 2 juillet à propos des recours des titulaires et révisions d'affectations suite au mouvement intra. Si tu nous as mandatés, dis-le-nous afin que nous défendions ta situation.

Nous serons aussi reçus mercredi 3 juillet pour aller donner les vœux de mutations des contractuels enseignants. Si tu n'as pas encore rempli la fiche, tu la trouveras en pièce jointe. N'oublie pas de nous la renvoyer remplie.

Autres informations

Gazette de l'UDR n°2 – juin 2024

Communiqué FGF-FO : <u>Un avenir meilleur pour les fonctionnaires et les services</u> publics ?

Communiqué de la confédération : <u>L'exécutif doit renoncer à sa réforme de l'assurance-chômage</u>

Déclaration de la Commission Exécutive de Force Ouvrière du 13 juin 2024